



**CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
VILLE DE BAIE-D'URFÉ**

**RÈGLEMENT n° 1200-1  
RÈGLEMENT VISANT À MODIFIER LE  
RÈGLEMENT 1200 SUR LA  
PRÉVENTION DES INCENDIES**

Lors d'une séance ordinaire du conseil municipal de la Ville de Baie-D'Urfé tenue conformément à la loi au Centre communautaire Fritz, lieu ordinaire des délibérations, le 12 juin 2018 à 19 h 30 et à laquelle assistaient :

Mairesse suppléante – Acting Mayor

Les conseillers

Vu les articles 6 et 62 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, chapitre C-47.1) ;

Considérant le schéma de couverture de risques adopté par le conseil d'agglomération le 18 décembre 2008 (CG08 0657), notamment le « Programme 2 : Réglementation municipale » (Partie 3, Section 7) ;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été donné par le conseiller Beauchamp lors de la séance ordinaire du conseil du 8 mai 2018 et qu'un projet de règlement a été présenté lors de la même séance;

Il est ordonné et statué par le Règlement 1200-1 intitulé « RÈGLEMENT VISANT À MODIFIER LE RÈGLEMENT 1200 SUR LA PRÉVENTION DES INCENDIES », comme suit :

**ARTICLE 1**

L'article 3 du Règlement 1200 est modifié par :

1<sup>o</sup> l'insertion, après la définition des mots « autorité compétente », de la définition suivante :

« bâtiment exempté » : bâtiment exempté de l'application du Code conformément aux articles 340 et 341 de la section II du Code. »

2<sup>o</sup> le remplacement de la définition du mot « Code » par la suivante :

**CANADA  
PROVINCE OF QUEBEC  
TOWN OF BAIE-D'URFÉ**

**BY-LAW NO 1200-1  
BY-LAW TO FURTHER AMEND  
BY-LAW 1200 CONCERNING FIRE  
SAFETY**

At a regular meeting of the Municipal Council of the Town of Baie-D'Urfé held according to the law at the Fritz Community Center, ordinary place of meetings, on June 12, 2018 at 7:30 p.m., at which were present:

Lynda Phelps

Michel Beauchamp  
Kevin M. Doherty  
Andrea Gilpin  
Wanda Lowensteyn

In view of sections 6 and 62 of the *Municipal Powers Act* (CQLR, chapter C-47.1);

In view of the fire safety cover plan adopted by the urban agglomeration council on December 18, 2008 (CG08 0657), namely program 2 titled "*Réglementation municipale*" (Part 3, Section 7);

WHEREAS notice of motion of this draft by-law was given by Councillor Beauchamp at the regular Council meeting of May 8, 2018 and that a draft by-law was tabled at the same sitting;

It is ordained and enacted by By-law 1200-1, entitled "*BY-LAW TO FURTHER AMEND BY-LAW 1200 CONCERNING FIRE SAFETY*" as follows:

**SECTION 1**

Article 3 of the By-law 1200 is amended by:

(1) adding, after the interpretation of "Code", the following interpretation:

““exempted building”: building exempted from the application of the Code in accordance with articles 340 and 341 of section II of the Code.”

(2) replacing the interpretation of "Code" by the following:



« « Code » : Le *Chapitre VIII – Bâtiment* du *Code de sécurité du Québec* (RLRQ, chapitre B-1.1, r. 3), de même que ses modifications à la date d'adoption du présent règlement, incluant les annexes et les documents qui y sont cités, y compris le *Code national de prévention des incendies – Canada 2010 (modifié) (CNRC 53303F)* (ci-après appelé le « CNPI ») (tel que modifié par l'article 370 de ce Code qui l'adopte par renvoi) de même que ses modifications à la date d'adoption du présent règlement, ses annexes et les documents qui y sont cités. » ;

3<sup>o</sup> la suppression des mots « établissements de soins ou de détention (groupe B) » et de leur définition.

## ARTICLE 2

L'article 4.1 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 4.1 Sous réserve des modifications qui y sont apportées dans le présent règlement et celles indiquées à l'annexe 1, le Code joint au présent règlement comme annexe 2 fait partie intégrante du présent règlement, à l'exception des sections II, III, VI, VII, VIII, IX et des articles 353 à 358 de la section IV du Code.

Malgré l'alinéa précédent, les articles 361 à 365 de la section IV du Code ne s'appliquent pas à un bâtiment exempté.

Les équipements, les installations, les bâtiments nouveaux et existants ainsi que les chantiers où se déroulent des travaux de construction, de démolition et de rénovation de bâtiments, de même que le voisinage de ces équipements, de ces installations, de ces bâtiments ou de ces chantiers doivent être conformes aux exigences du présent règlement.

Aux fins du présent règlement, le premier alinéa de l'article 370 de la section V du Code, qui est intégré au présent règlement, est modifié de manière à se lire comme suit:

« 370. Les normes liées à la protection des incendies sont celles établies par le Code national de prévention des incendies - Canada 2010 (CNRC 53303F) et le National Fire Code of Canada 2010 (NRCC 53303) ci-après appelé CNPI, publiés par la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies du Conseil national de recherches du Canada et s'appliquent *aux équipements, aux installations ainsi qu'aux bâtiments nouveaux et existants et aux chantiers où se déroulent des travaux de construction, de démolition et de rénovation de*

““Code”: *Chapter VIII – Building, of the Quebec Safety Code* (CQLR, chapter B-1.1, r. 3), as well as its amendments up to the date of adoption of this by-law, including appendixes and documents referred to therein, and including the *National Fire Code of Canada 2010 (amended) (NRCC 53303)* (hereinafter called the “NFC”) (as amended by article 370 of the Code which adopts it by reference) as well as its amendments up to the date of adoption of this by-law, its appendixes and documents referred to therein.”;

(3) deleting the words “care or detention occupancy (group B)” and their interpretation.

## SECTION 2

Article 4.1 of this By-law is replaced by the following :

“4.1 Subject to the amendments under this by-law and those listed in schedule 1, the Code in schedule 2 to this by-law constitutes an integral part of this by-law, except for sections II, III, VI, VII, VIII, IX and articles 353 to 358 of section IV of the Code.

Despite the preceding paragraph, articles 361 to 365 of section IV of the Code do not apply to an exempted building.

Facilities, installations and new and existing buildings, as well as building construction, demolition and renovation sites, and the surroundings of such facilities, installations, buildings and sites, must conform to the requirements under this by-law.

For the purposes of this by-law, the first paragraph of article 370 of section V of the Code integrated in this by-law is amended to read as follows:

“370. The fire protection standards are those established by the National Fire Code of Canada 2010 (NRCC 53303) and the *Code national de prévention des incendies - Canada 2010* (CNRC 53303F), hereinafter referred to as the NFC, published by the Canadian Commission on Building and Fire Codes of the National Research Council of Canada, and apply to *facilities, installations and new and existing buildings, as well as building construction, demolition and renovation*



bâtiments, de même qu'au voisinage de ces équipements, de ces installations, de ces bâtiments ou de ces chantiers, en y effectuant, le cas échéant, les modifications qui sont indiquées dans l'appendice 1 ou intégrées au Code publié par le Conseil national de recherches du Canada, ainsi que toutes modifications ultérieures pouvant être publiées par cet organisme. » »

Aux fins du présent règlement, l'article 1.1.1.1. de la partie 1 de la division A du CNPI, qui est intégré au présent règlement, est modifié de manière à se lire comme suit:

« 1) Le CNPI vise les équipements, les installations ainsi que les bâtiments nouveaux et existants et les chantiers où se déroulent des travaux de construction, de démolition et de rénovation de bâtiments, de même qu'au voisinage de ces équipements, de ces installations, de ces bâtiments ou de ces chantiers. »

sites, and the surroundings of such facilities, installations, buildings and sites, with amendments, where applicable, as indicated in Appendix 1 or integrated to the Code published by the National Research Council of Canada, as well as by all subsequent amendments that may be published by that organization.”.

For the purposes of this by-law, article 1.1.1.1. of part 1 of division A of the NFC, integrated in this by-law, is amended to read as follows:

“(1) The NFC applies to facilities, installations, and new and existing buildings, and to building construction, demolition and renovation sites, as well as to the surroundings of such facilities, installations, buildings and construction sites.”

ARTICLE 3	SECTION 3
-----------	-----------

L'article 4.2 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 4.2 Aux fins du présent règlement, un renvoi à une norme ou des exigences en vigueur lors de la construction ou de la transformation du bâtiment constitue un renvoi à :

1° la norme municipale applicable selon l'année de construction ou de transformation pour les bâtiments exemptés; ou

2° la norme applicable selon l'année de construction ou de transformation du bâtiment indiquée aux deuxième et troisième alinéas de l'article 344 du Code pour tous les autres bâtiments. »

Article 4.2 of this by-law is replaced by the following:

“4.2 For the purposes of this by-law, a reference to a standard or requirement in effect at the time of construction or alteration of a building constitutes a reference to:

(1) the municipal standard applicable according to the year of construction or alteration, for exempted buildings, or

(2) the standard applicable according to the year of construction or alteration of the building as indicated in the second and third clauses of article 344 of the Code, for all other buildings.”.

ARTICLE 4	SECTION 4
-----------	-----------

L'article 4.3 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 4.3 Les modifications apportées au Code, incluant celles apportées au CNPI, après l'entrée en vigueur du présent règlement font également partie de celui-ci sans qu'il soit nécessaire d'adopter un règlement pour décréter l'application de chaque modification ainsi apportée. Une telle modification entre en vigueur sur le territoire de la Ville de Baie-D'Urfé à la date que le conseil de la Ville de Baie-D'Urfé détermine par résolution, dont l'adoption a fait l'objet d'un avis public conformément à la loi qui la régit. »

Article 4.3 of this by-law is replaced by the following:

“4.3 The amendments made to the Code, including those to the NFC, after the coming into force of this by-law, become part of the Code without a by-law having to be adopted in order to enact the application of each amendment. Such an amendment comes into force on the Town of Baie-D'Urfé's territory on the date determined by the Town Council's resolution. Public notice must be given of the adoption of such resolution according to the governing law.”

ARTICLE 5	SECTION 5
-----------	-----------



<p>Ce règlement est modifié en remplaçant l'annexe 1 par celui joint au présent règlement comme annexe A.</p>	<p>Schedule 1 to the by-law is replaced by the document in schedule A to this by-law.</p>
<p>ARTICLE 6</p>	<p>SECTION 6</p>
<p>Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'annexe 1, de l'annexe 2 intitulé « Code de sécurité du Québec, Chapitre VIII – Bâtiment, et Code national de prévention des incendies – Canada 2010 (modifié) », joint comme annexe B au présent règlement.</p>	<p>This by-law is amended by adding, after schedule 1, schedule 2 titled “Quebec Safety Code, Chapter VIII – Building, and National Fire Code of Canada 2010 (amended)”, in schedule B to this by-law.</p>
<p>ARTICLE 7</p>	<p>SECTION 7</p>
<p>L'article 5 de ce règlement est modifié par l'insertion, avant le mot « Quiconque », de l'alinéa suivant :</p> <p>« Sauf indication contraire au présent règlement, le propriétaire, ou son mandataire autorisé, est responsable de la conformité au présent règlement. En outre, l'occupant, ou son mandataire autorisé, est également responsable de la conformité aux dispositions du présent règlement. »</p>	<p>Article 5 of this by-law is amended by adding, before the words “Any person”, the following paragraph:</p> <p>“Unless otherwise provided for in this by-law, the owner of an immovable or their authorized agent is responsible for ensuring conformity to this by-law. Furthermore, the occupant or their authorized agent is also responsible for ensuring conformity to the provisions of this by-law.”</p>
<p>ARTICLE 8</p>	<p>SECTION 8</p>
<p>Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.</p> <p>Toutefois, dans la mesure où les dispositions du présent règlement intègrent par renvoi :</p> <p>1° les articles 361 à 365 du Code, celles-ci n'ont effet qu'à compter du 18 mars 2018;</p> <p>2° les articles 369.1 et 369.2 du Code, celles-ci n'ont effet qu'à compter du 2 décembre 2020.</p>	<p>This by-law comes into force in accordance with the law.</p> <p>However, to the extent that provisions of this by-law incorporate by reference:</p> <p>(1) sections 361 to 365 of the Code, those provisions will only take effect as of March 18, 2018;</p> <p>(2) sections 369.1 and 369.2 of the Code, those provisions will only take effect as of December 2, 2020.</p>
<p>Lynda Phelps Mairesse suppléante / Acting Mayor</p>	<p>Cassandra Comin Bergonzi Greffière / Town Clerk</p>

---

Avis de motion  
Adoption du règlement  
Avis public et entrée en vigueur

8 mai 2018  
12 juin 2018  
15 juin 2018



« ANNEXE 1

**Modifications au Code de sécurité du Québec, Chapitre VIII – Bâtiment, et Code national de prévention des incendies – Canada 2010 (modifié)**

Aux fins du présent règlement, la division B du CNPI, lequel est modifié et adopté par renvoi, est modifié conformément au tableau suivant :

ARTICLES DU CODE	MODIFICATIONS
<b>Division B, Partie 2</b>	
2.1.3.3. de la division B du Code	L'article 2.1.3.3. ne s'applique pas.
2.4.3.1. de la division B du Code	L'article 2.4.3.1. ne s'applique pas.
2.4.3.3. de la division B du Code	L'article 2.4.3.3. est remplacé par l'article suivant :  <b>2.4.3.3. Chandelles et dispositifs à flamme nue</b>  1) Les chandelles, les bougies et les dispositifs à flamme nue doivent être solidement montés sur des supports incombustibles et doivent être placés ou protégés de façon à ce que la flamme n'entre pas accidentellement en contact avec des matières combustibles ».
2.4.5.1. de la division B du Code	L'article 2.4.5.1. ne s'applique pas.
2.4.10.1. de la division B du Code	L'article 2.4.10.1. est remplacé par l'article suivant :  <b>2.4.10.1. Appareil de combustion à l'éthanol</b>  1) Tout appareil de combustion à l'éthanol pouvant contenir plus de 250 ml doit : a) être conforme à la norme ULC/ORD-C627.1« Unvented Ethyl Alcohol Fuel Burning Decorative Appliances » ; b) porter l'étiquette de certification ; c) être installé et utilisé : i) conformément aux recommandations du manufacturier ; ii) de manière à ce que les flammes de l'appareil n'entrent pas accidentellement en contact avec des matières combustibles.  2) Sauf dans les logements, il faut placer un extincteur portatif de catégorie minimale 5B près de chaque appareil décoratif à l'éthanol.
2.4.12.2. de la division B du Code	L'article 2.4.12.2 est modifié par l'ajout, après le paragraphe 1), du paragraphe suivant :  2) Lorsqu'un appareil de cuisson portatif est alimenté au bois ou au charbon de bois, il doit reposer sur un matériau incombustible.
La section 2.4 de la division B du Code	La section 2.4 du Code est modifiée par l'ajout, après l'article 2.4.13.2, de l'article suivant :  <b>2.4.14. Appareils producteurs de chaleur</b>  1) Lors de rassemblements publics, les appareils producteurs de chaleur tels que les équipements appareils de cuisson portatifs, et autres, doivent être installés et utilisés de manière à éviter les risques de blessures.



2.5.1.4. de la division B du Code	L'article 2.5.1.4. ne s'applique pas.
2.6.1.9. de la division B du Code	<p>L'article 2.6.1.9. est remplacé par l'article suivant :</p> <p><b>2.6.1.9. Équipement de cuisson</b></p> <p>1) Sauf dans les suites d'un bâtiment d'habitation, les systèmes d'extraction et de protection contre l'incendie pour les équipements de cuisson doivent être prévus et installés conformément à la norme NFPA 96 « Ventilation Control and Fire Protection of Commercial Cooking Operations ».</p> <p>2) Sous réserve des paragraphes 3) à 5), l'utilisation, l'inspection et l'entretien des systèmes d'extraction et de protection contre l'incendie de l'équipement de cuisson doivent être conformes à la norme NFPA 96, « Ventilation Control and Fire Protection of Commercial Cooking Operations ».</p> <p>3) Les hottes, les dispositifs d'extraction des graisses, les ventilateurs, les conduits et les autres accessoires doivent être nettoyés fréquemment pour empêcher une contamination excessive des surfaces due à la graisse ou à d'autres résidus (voir l'annexe A).</p> <p>4) Des solvants ou des produits inflammables ne peuvent servir à nettoyer les systèmes d'extraction.</p> <p>5) Dans le cadre du plan de sécurité incendie, des instructions concernant le fonctionnement manuel des systèmes de protection contre l'incendie doivent être affichées bien en vue dans les cuisines.</p> <p>6) L'équipement de cuisson qui est certifié doit être installé et entretenu conformément à sa certification.</p> <p>7) L'équipement de cuisson non certifié doit être installé et entretenu de manière à ne pas constituer un risque d'incendie.</p> <p>8) Les exigences des paragraphes 2 à 7 s'appliquent également aux véhicules-cuisine destinés exclusivement à la cuisine de rue lorsqu'ils sont pourvus d'installations visées par le présent article.</p>
2.7.1.4. de la division B du Code	<p>Le paragraphe 3) de l'article 2.7.1.4. est remplacé par les paragraphes suivants :</p> <p>3) L'affichage exigé au paragraphe 1) doit être fait au moyen d'un placard fourni par l'autorité compétente.</p> <p>4) Le nombre de personnes maximal permmissible ne peut être supérieur à celui établi par l'autorité compétente de manière à ne pas mettre en danger la sécurité du public lorsque l'aménagement d'un lieu présente une condition dangereuse.</p> <p>5) Commet une infraction, quiconque admet, invite, permet ou tolère plus d'occupants dans un lieu que le nombre de personnes maximal affiché.</p> <p>6) En cas d'incompatibilité entre le présent article et l'article 2.7.1.3., le nombre de personnes maximal permmissible le plus restrictif s'applique.</p>
2.7.3 de la division B du Code	<p>Le titre de la sous-section 2.7.3. est remplacé par le suivant :</p> <p><b>2.7.3. Éclairage, éclairage de sécurité et signalisation des issues</b></p>

<p>2.8.2.1 de la division B du Code</p>	<p>L'article 2.8.2.1. est remplacé par l'article suivant :</p> <p><b>2.8.2.1. Mesures</b></p> <p>1) Dans le cas des bâtiments ou des aires mentionnés à l'article 2.8.1.1., un plan de sécurité incendie conforme à la présente section doit être préparé et il doit comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) les mesures à prendre en cas d'incendie, notamment :<ul style="list-style-type: none"><li>i) faire retentir l'alarme incendie (voir l'annexe A);</li><li>ii) prévenir le service d'incendie;</li><li>iii) renseigner les occupants sur la marche à suivre quand l'alarme retentit;</li><li>iv) évacuer les occupants et prendre des mesures spéciales pour les personnes ayant besoin d'aide (voir l'annexe A);</li><li>v) circonscrire, maîtriser et éteindre l'incendie;</li></ul></li><li>b) la désignation et la préparation d'un personnel de surveillance pour les opérations de sécurité incendie;</li><li>c) la formation à donner au personnel de surveillance et aux autres occupants quant à leurs responsabilités en matière de sécurité incendie;</li><li>d) les documents, y compris les dessins, indiquant le type, l'emplacement et le mode de fonctionnement de toutes les installations de sécurité incendie du bâtiment;</li><li>e) la tenue d'exercices d'incendie;</li><li>f) la surveillance des risques d'incendie dans le bâtiment;</li><li>g) l'inspection et l'entretien des installations du bâtiment prévues pour assurer la sécurité des occupants.</li></ul> <p>(Voir l'annexe A.)</p> <p>2) Dans les bâtiments visés par la sous-section 3.2.6. du CNB et dans les bâtiments dont la superficie excède 10 000 m<sup>2</sup> ou dont le nombre de personnes par étage peut excéder 500, les dessins exigés à l'alinéa 1)d) doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) être d'un format d'au plus 279 mm de hauteur sur 432 mm de largeur;</li><li>b) comporter leur date de confection et celles de leurs mises à jour;</li><li>c) comprendre :<ul style="list-style-type: none"><li>i) le plan d'implantation;</li><li>ii) le plan type des étages;</li><li>iii) le plan des étages qui ne sont pas identiques au plan type;</li><li>iv) le plan en coupe des ascenseurs avec l'identification de chaque gaine, des étages desservis et des ascenseurs destinés à l'usage des pompiers;</li><li>v) le plan en coupe des escaliers avec l'identification de chaque cage, y compris la possibilité d'accéder au toit et l'identification des portes permettant de réintégrer l'aire de plancher;</li><li>vi) le plan en coupe des canalisations d'incendie incluant les robinets, les soupapes ainsi que l'indication de la pression disponible à chaque étage.</li></ul></li></ul> <p><b>(voir l'annexe A modifiée ci-après)</b></p> <p>3) Le plan de sécurité incendie doit être révisé à des intervalles d'au plus 12 mois pour s'assurer qu'il tient compte des changements survenus quant à l'utilisation du bâtiment et à ses autres caractéristiques.</p> <p>4) Le plan de sécurité incendie doit être mis à jour au besoin et après chaque exercice d'incendie.</p>
---	---



2.8.2.2. de la division B du Code	<p>L'article 2.8.2.2. est modifié par l'ajout, après l'alinéa 1), des mots suivants :</p> <p><b>(voir l'annexe A modifiée ci-après)</b></p>
2.8.2.3. de la division B du Code	<p>L'article 2.8.2.3. est modifié par l'ajout, après le paragraphe 1), des paragraphes suivants :</p> <p>2) Lorsque plus de 300 personnes sont réunies dans un établissement de réunion du groupe A, division 1, les instructions aux occupants concernant les moyens d'évacuation mis à leur disposition doivent être fournis avant le début de chaque représentation ou activité.</p> <p>3) Dans les établissements de réunion qui opèrent avec un niveau d'éclairage réduit, l'éclairage régulier des moyens d'évacuation doit être rétabli au déclenchement d'un signal d'alarme.</p> <p>4) Dans les établissements de réunion qui opèrent avec des niveaux sonores susceptibles de dépasser 87 dBA, les sources d'amplification sonore doivent être interrompues au déclenchement d'un signal d'alarme.</p>
2.8.2.7. de la division B du Code	<p>Le paragraphe 1) de l'article 2.8.2.7 est remplacé par le paragraphe suivant :</p> <p><b>2.8.2.7. Affichage</b></p> <p>1) Au moins un exemplaire des mesures à prendre en cas d'incendie doit être affiché bien en vue, à l'intention des occupants, dans chaque aire de plancher et il doit être accompagné d'un schéma qui tient compte de l'orientation géographique ou physique réelle du lieu indiquant l'emplacement des issues, des installations de sécurité et le numéro de téléphone pour joindre le service d'incendie. <b>(voir l'annexe A modifiée ci-après)</b></p>
2.9.3.3. de la division B du Code	<p>L'article 2.9.3.3. est remplacé par l'article suivant :</p> <p><b>2.9.3.3. Interdictions dans les tentes occupées par le public</b></p> <p>1) Dans les tentes ou les structures gonflables occupées par le public, il est interdit de fumer, d'installer ou d'utiliser des chandelles, des bougies et des dispositifs à flamme nue.</p>
2.9.3.7. de la division B du Code	<p>L'article 2.9.3.7 est remplacé par l'article suivant :</p> <p><b>2.9.3.7. Équipements de cuisson et appareils producteurs de chaleur ou d'éclairage</b></p> <p>1) Il est interdit d'utiliser un équipement de cuisson ou un appareil à combustion dans une tente ou une structure gonflable si elle est accessible au public.</p> <p>2) Lorsque plus de deux paniers servant à la friture des aliments sont utilisés à l'intérieur d'une tente ou d'une structure gonflable n'accueillant pas de public, ces appareils de cuisson doivent être protégés par un système d'extinction spécial conforme à l'article 2.1.3.5.</p> <p>3) Les équipements de cuisson et les appareils à combustion utilisés dans une tente ou une structure gonflable n'accueillant pas de public doivent être situés à une distance d'au moins 600 mm de tout élément combustible.</p>

	<p>4) Les ampoules et les projecteurs de tout appareillage d'éclairage d'une tente ou d'une structure gonflable doivent se trouver à au moins 600 mm de toute matière combustible.</p> <p>5) Les tentes, les marquises et les abris temporaires abritant un appareil de cuisson ou tout autre risque particulier et utilisés lors d'événements publics doivent être montés à une distance d'au moins 3 mètres les unes des autres et de tout bâtiment.</p>
2.9.3.8. de la division B du Code	<p>L'article 2.9.3.8 est remplacé par l'article suivant :</p> <p><b>2.9.3.8. Cloisons intérieures</b></p> <p>1) Dans une tente ou une structure gonflable, les cloisons servant à diviser l'espace intérieur ne doivent pas être installées à moins de 1 mètre du plafond. (voir l'annexe A)</p>
<b>Division B, Partie 3</b>	
3.1.1.3. de la division B du Code	<p>L'article 3.1.1.3. est modifié par l'ajout, après le paragraphe 1), des paragraphes suivants :</p> <p>2) Les pièces pyrotechniques à l'usage des consommateurs exposées à des fins de vente ou autres doivent être gardées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) dans un présentoir maintenu fermé lorsqu'il n'est pas utilisé et non accessible au public;</li> <li>b) à l'abri des rayons du soleil et autres sources de chaleur élevée, notamment en ne les exposant pas en vitrine.</li> </ul> <p>3) Des affiches conformes à l'article 2.4.2.2. doivent signaler qu'il est interdit de fumer près des présentoirs de pièces pyrotechniques.</p>
3.2.2.3. de la division B du Code	<p>Le paragraphe 4) de l'article 3.2.2.3. est remplacé par le paragraphe suivant :</p> <p>4) Dans les bâtiments protégés par gicleurs, le dégagement sous les têtes de gicleurs doit être conforme à la norme utilisée pour la conception du système de gicleurs, sans être inférieur à 450 mm.</p>
3.2.7.8. de la division B du Code	<p>Le paragraphe 1) de l'article 3.2.7.8. est remplacé par le paragraphe suivant :</p> <p>1) Le plancher des aires de stockage des marchandises dangereuses doit être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) construit en matériaux imperméables qui n'absorbent pas les produits chimiques;</li> <li>b) entretenu comme une membrane d'étanchéité.</li> </ul>
<b>Division B, Partie 4</b>	
4.3.7.2. de la division B du Code	<p>L'article 4.3.7.2. est modifié par l'ajout, après le paragraphe 4), du paragraphe suivant :</p> <p>5) Lorsqu'une enceinte de confinement secondaire protège plus d'un réservoir de stockage, elle doit être pourvue de canaux de drainage ou de murets conformément à la norme NFPA 30, « Flammable and Combustible Liquids Code » afin d'éviter qu'un déversement ou une fuite de liquide ne mette en danger les réservoirs adjacents.</p>
Sous-section 4.11.2. de la division B du Code	<p>La sous-section 4.11.2. est modifié par l'ajout, après l'article 4.11.2.4., de l'article suivant :</p> <p><b>4.11.2.5 Utilisation interdite</b></p> <p>1) Il est interdit d'utiliser un véhicule-citerne comme réservoir de stockage.</p>



Division B, Partie 5	
5.1.1.3. de la division B du Code	<p>Le paragraphe 1) de l'article 5.1.1.3. est remplacé par le paragraphe suivant :</p> <p>1) La manutention et le tir de pièces pyrotechniques doivent être conformes au document RNcan 2010, « manuel de l'artificier » et au document RNcan 2014, « manuel des pièces pyrotechniques pour effets spéciaux ».</p>
5.4.5.2. de la division B du Code	<p>L'article 5.4.5.2. est modifié par l'ajout, après le paragraphe 1, du paragraphe suivant :</p> <p>2) Les installations de pulvérisation utilisant des liquides inflammables sont interdites en sous-sol.</p>
Sous-section 5.4.5. de la division B du Code	<p>La sous-section 5.4.5. est modifiée par l'ajout, après l'article 5.4.5.2., de l'article suivant :</p> <p><b>5.4.5.3. Utilisation</b></p> <p>Il est interdit d'utiliser une installation de pulvérisation lorsque son système de ventilation n'est pas en fonction et en bon état.</p>
5.6.1.2. de la division B du Code	<p>L'article 5.6.1.2. est modifié par l'ajout, après le paragraphe 1), des paragraphes suivants :</p> <p>2) Dans le cas des chantiers de construction visant les bâtiments d'habitation en bois de plus de quatre étages, avant de commencer les travaux, le propriétaire ou son mandataire doit désigner un architecte ou un ingénieur selon leur champ d'expertise afin :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) d'élaborer un programme de gestion et de contrôle des risques sur le chantier conformément à la présente section;</li><li>b) d'assurer le suivi du programme et la surveillance du chantier conformément au programme établi. <b>(Voir l'annexe A modifiée ci-après)</b></li></ul> <p>3) Le programme de gestion et de contrôle des risques doit se trouver sur le chantier à des fins de consultation.</p>

Division B, Partie 6	
6.3.1.1. de la division B du Code	<p>L'article 6.3.1.1. est modifié par l'ajout, après le paragraphe 1), du paragraphe suivant :</p> <p>2) Les disjoncteurs ou les fusibles alimentant le système d'alarme incendie doivent être clairement identifiés et leur accès limité aux personnes autorisées ou être autrement verrouillés mécaniquement en fonction alimentation.</p>
5.4.5.2. de la division B du Code	<p>L'article 5.4.5.2. est modifié par l'ajout, après le paragraphe 1, du paragraphe suivant :</p> <p>2) Les installations de pulvérisation utilisant des liquides inflammables sont interdites en sous-sol.</p>



Sous-section 5.4.5. de la division B du Code	<p>La sous-section 5.4.5. est modifiée par l'ajout, après l'article 5.4.5.2., de l'article suivant :</p> <p><b>5.4.5.3. Utilisation</b></p> <p>Il est interdit d'utiliser une installation de pulvérisation lorsque son système de ventilation n'est pas en fonction et en bon état.</p>
5.6.1.2. de la division B du Code	<p>L'article 5.6.1.2. est modifié par l'ajout, après le paragraphe 1), des paragraphes suivants :</p> <p>2) Dans le cas des chantiers de construction visant les bâtiments d'habitation en bois de plus de quatre étages, avant de commencer les travaux, le propriétaire ou son mandataire doit désigner un architecte ou un ingénieur selon leur champ d'expertise afin :</p> <p>d'élaborer un programme de gestion et de contrôle des risques sur le chantier conformément à la présente section;</p> <p>b) d'assurer le suivi du programme et la surveillance du chantier conformément au programme établi. <b>(Voir l'annexe A modifiée ci-après)</b></p> <p>3) Le programme de gestion et de contrôle des risques doit se trouver sur le chantier à des fins de consultation.</p>
<b>Division B, Partie 6</b>	
6.3.1.1. de la division B du Code	<p>L'article 6.3.1.1. est modifié par l'ajout, après le paragraphe 1), du paragraphe suivant :</p> <p>2) Les disjoncteurs ou les fusibles alimentant le système d'alarme incendie doivent être clairement identifiés et leur accès limité aux personnes autorisées ou être autrement verrouillés mécaniquement en fonction alimentation.</p>

ANNEXE A DU CODE	MODIFICATION
<b>Division B, Annexe A</b>	
A-2.8.2.1. 2)c) Annexe A de la division B du Code	<p>L'annexe A est modifiée par l'ajout, après la note A-2.8.2.1. 1)a)iv), de la note suivante:</p> <p><b>A-2.8.2.1. 2)c) Mesures</b></p> <p>Le plan d'implantation mentionné au sous-alinéa i) devrait comporter au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'emplacement et l'orientation du bâtiment avec les distances par rapport aux limites de propriété;</li> <li>• l'emplacement de tout autre bâtiment sur le terrain avec les distances par rapport aux limites de propriété et celles entre les bâtiments;</li> <li>• les voies d'accès pour les pompiers;</li> <li>• les obstacles à la lutte contre l'incendie, telles les clôtures, les haies, les piscines, les constructions souterraines;</li> <li>• l'emplacement des raccords-pompiers ainsi que les bornes d'incendie;</li> <li>• les entrées de gaz et la chambre annexe Hydro-Québec.</li> </ul> <p>Les plans des étages mentionnés aux alinéas ii) et iii) devraient comporter au moins les éléments suivants :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• les dimensions du bâtiment en millimètres;</li> <li>• les ascenseurs;</li> <li>• les cages d'escaliers avec l'identification de celles qui permettent l'accès au toit;</li> <li>• l'emplacement des vannes principales de l'entrée d'eau domestique, de l'entrée d'eau des gicleurs, des vannes d'étage et de l'entrée du gaz;</li> <li>• les cloisonnements intérieurs, les corridors et le sens d'ouverture des portes;</li> <li>• les murs extérieurs avec les portes, le revêtement extérieur et les fenêtres avec une indication de celles qui sont ouvrantes;</li> <li>• les locaux techniques, tels les chambres d'appareillage électrique, les chambres de télécommunication, les chutes à linges, les chutes à déchets, les monte-plats;</li> <li>• les armoires d'incendie avec la classe, selon la norme NFPA 14, les prises de refoulement et les raccords-pompier;</li> <li>• les téléphones d'urgence à l'usage des pompiers;</li> <li>• les étages de mécanique;</li> <li>• l'emplacement du panneau annonciateur du système d'alarme incendie;</li> <li>• l'emplacement de la génératrice d'urgence et du réservoir de carburant;</li> <li>• l'emplacement des marchandises dangereuses.</li> </ul>												
<p>A-2.8.2.2. 1) Annexe A de la division B du Code</p>	<p>L'annexe A est modifié par l'ajout, après la note A-2.8.2.1. 2)c), de la note suivante:</p> <p><b>A-2.8.2.2 1) Système d'alarme à double signal.</b> Lors du déclenchement d'un signal d'alerte, le personnel de surveillance doit être en mesure de vérifier rapidement l'origine du déclenchement, de confirmer la présence d'un début d'incendie et d'opérer le système d'alarme incendie en conséquence afin d'appliquer les mesures du plan de sécurité incendie décrites à l'alinéa 2.8.2.1. 1)a). Dans tous les cas, les pompiers doivent être appelés dès le déclenchement du signal d'alerte.</p>												
<p>A-2.8.2.7. 1) Annexe A de la division B du Code</p>	<p>L'annexe A est modifié par l'ajout, après la note A-2.8.2.2. 1), de la note suivante:</p> <p><b>A-2.8.2.7. 1) Les équipements de sécurité prévus sur l'aire de plancher du bâtiment et qui doivent apparaître au schéma affiché comprennent notamment : les déclencheurs manuels du système d'alarme incendie, les extincteurs portatifs, les cabinets d'incendie, les prises d'alimentation en eau pour les pompiers, les téléphones d'urgence, les vannes de contrôle des installations de distribution de gaz et tout autre équipement disponible sur l'aire de plancher pouvant être utilisés en cas d'urgence.</b></p> <p>L'affichage des mesures à prendre en cas d'incendie à l'intention des occupants doit comprendre minimalement les instructions suivantes :</p> <table border="1" data-bbox="621 1964 1459 2360"> <thead> <tr> <th data-bbox="621 1964 1076 2037">En cas d'incendie.</th> <th data-bbox="1076 1964 1459 2037">In case of fire.</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="621 2037 1076 2110">1. Actionnez l'avertisseur manuel d'incendie.</td> <td data-bbox="1076 2037 1459 2110">1. Pull the manual fire alarm station.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="621 2110 1076 2182">2. Quittez l'édifice par les escaliers.</td> <td data-bbox="1076 2110 1459 2182">2. Leave the building using stairways.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="621 2182 1076 2255">3. Une fois à l'extérieur, éloignez-vous du bâtiment.</td> <td data-bbox="1076 2182 1459 2255">3. Once outside, move away from the building.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="621 2255 1076 2327">4. Alerte le Service des incendies.</td> <td data-bbox="1076 2255 1459 2327">4. Call the Fire Department.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="621 2327 1076 2360">Pour urgence, faites le 9-1-1</td> <td data-bbox="1076 2327 1459 2360">For emergency, call 9-1-1</td> </tr> </tbody> </table> <p>Lorsqu'un service de gardiennage ou de sécurité privé est assuré dans le bâtiment, il est permis d'indiquer le numéro de téléphone interne pour le joindre en plus de la mention 9-1-1.</p>	En cas d'incendie.	In case of fire.	1. Actionnez l'avertisseur manuel d'incendie.	1. Pull the manual fire alarm station.	2. Quittez l'édifice par les escaliers.	2. Leave the building using stairways.	3. Une fois à l'extérieur, éloignez-vous du bâtiment.	3. Once outside, move away from the building.	4. Alerte le Service des incendies.	4. Call the Fire Department.	Pour urgence, faites le 9-1-1	For emergency, call 9-1-1
En cas d'incendie.	In case of fire.												
1. Actionnez l'avertisseur manuel d'incendie.	1. Pull the manual fire alarm station.												
2. Quittez l'édifice par les escaliers.	2. Leave the building using stairways.												
3. Une fois à l'extérieur, éloignez-vous du bâtiment.	3. Once outside, move away from the building.												
4. Alerte le Service des incendies.	4. Call the Fire Department.												
Pour urgence, faites le 9-1-1	For emergency, call 9-1-1												

	<p>Lorsque le système téléphonique requiert une procédure ou un numéro spécifique pour faire un appel extérieur, le numéro doit être affiché avec le 9-1-1.</p>
<p>A-5.6.1.2. 2) Annexe A de la division B du Code</p>	<p>L'annexe A est modifié par l'ajout, après la note A-5.6.1.2. 1), de la note suivante:</p> <p><b>A-5.6.1.2. 2)</b> Les exigences de sécurité et de protection incendie des bâtiments dictées dans le Code font référence à des exigences de protection passive et de protection active entièrement fonctionnelles. La protection passive comprend essentiellement les concepts de résistance au feu (compartimentation et capacité structurale), alors que la protection active consiste à procurer une protection incendie à partir d'un système de détection automatique d'incendie ou de suppression de l'incendie (comme des gicleurs).</p> <p>Or, durant la construction de bâtiments, ces mesures de protection active et passive ne sont pas nécessairement en place, ni opérationnelle. Ainsi, advenant un incendie durant la construction, il peut croître et se propager beaucoup plus rapidement que dans un bâtiment adéquatement compartimenté par l'utilisation de séparations ainsi que de murs coupe-feu et de gicleurs opérationnels.</p> <p>Dès la planification du projet, il est essentiel de consulter les services de protection incendie au sujet de la réglementation applicable sur le territoire pendant la construction d'un tel bâtiment. Des dispositions additionnelles, concernant notamment l'élaboration d'un plan de sécurité incendie, le nombre d'extincteurs portatifs requis sur le chantier et les accès pour les véhicules, pourraient être exigées. Il est essentiel de consulter les services de protection incendie au sujet de la réglementation applicable pendant la construction. Des dispositions additionnelles pourraient être exigées.</p> <p>Outre les dispositions de la section 5.6, il est obligatoire de prévoir un programme de gestion et de contrôle des risques sur le chantier, programme implanté par un directeur des travaux bien informé des exigences du service incendie et des assureurs. Un tel programme devrait notamment aborder les aspects suivants, sans nécessairement s'y limiter:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les réchauds portatifs;</li> <li>• L'interdiction du chauffage au propane en cours de chantier, ou son balisage pour s'assurer qu'il ne représentera pas un risque d'incendie;</li> <li>• La sécurité du chantier (gardien de sécurité, service de patrouille, caméras de surveillance, etc.);</li> <li>• Le travail à chaud (soudure, découpage, pose de toiture à chaud, goudronnage, etc.);</li> <li>• L'entreposage sécuritaire des matériaux combustibles et des carburants;</li> <li>• La gestion des déchets et des débris (cueillette journalière, aucun brûlage au chantier, etc.);</li> <li>• L'installation et l'inspection des travaux électriques.</li> </ul> <p>Enfin, la préfabrication des assemblages de murs et de planchers devrait être privilégiée dès le début du projet. En effet, la préfabrication des éléments raccourcissent grandement les délais de construction. Également, lorsque les panneaux de gypse sont installés en usine, la probabilité d'incendie au chantier est réduite. »</p>



« ANNEXE 2

**Code de sécurité du Québec, Chapitre VIII – Bâtiment, et Code national de prévention des incendies – Canada 2010 (modifié) publié par le Conseil national de recherches du Canada. »**

---



**SCHEDULE A (article 5)**

“SCHEDULE 1

**Amendments to the Quebec Safety Code, Chapter VIII – Building, and National Fire Code of Canada 2010 (amended)**

For the purposes of this by-law, division B of the NFC, which is amended and adopted by reference, is amended in accordance with the following table:

CODE ARTICLES	AMENDMENTS
<b>Division B, Part 2</b>	
2.1.3.3. of Division B of the Code	Article 2.1.3.3. does not apply.
2.4.3.1. of Division B of the Code	Article 2.4.3.1. does not apply.
2.4.3.3. of Division B of the Code	<p>Article 2.4.3.3. is replaced by the following article:</p> <p><b>2.4.3.3. Candles and devices having open flames</b></p> <p>Candles and devices having open flames shall be securely supported in noncombustible holders and shall be located or protected so as to prevent accidental contact of the flame with combustible materials.”</p>
2.4.5.1. of Division B of the Code	Article 2.4.5.1. does not apply.
2.4.10.1. of Division B of the Code	<p>Article 2.4.10.1 is replaced by the following article:</p> <p><b>2.4.10.1. Ethyl alcohol fuel burning appliance</b></p> <p>(1) Any ethyl alcohol fuel burning appliance that can contain more than 250 ml must:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d) conform to ULC/ORD-C627.1 standard “Unvented Ethyl Alcohol Fuel Burning Decorative Appliances”;</li> <li>e) bear the certification tag;</li> <li>f) be installed and used: <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) in accordance with the manufacturer’s recommendations;</li> <li>(ii) in such a manner that the flames of the appliance do not accidentally come in contact with combustible materials.</li> </ul> </li> </ul> <p>(2) Except in dwelling units, a portable extinguisher having a minimum rating of 5B must be located near every ethyl alcohol fuel burning decorative appliance.</p>
2.4.12.2. of Division B of the Code	<p>Article 2.4.12.2. is amended by adding, after sentence (1), the following sentence:</p> <p>(2) When a wood- or charcoal-fuelled portable cooking device is used, it shall be set on a noncombustible material.</p>



<p>Section 2.4 of Division B of the Code</p>	<p>Section 2.4 of the Code is amended by adding, after article 2.4.13.2., the following article:</p> <p><b>2.4.14. Heat-generating appliances</b></p> <p>During public gatherings, heat-generating appliances such as portable cooking appliances, and others, shall be installed and used in such a way as to avoid risks of injury.</p>
<p>2.5.1.4. of Division B of the Code</p>	<p>Article 2.5.1.4. does not apply.</p>
<p>2.6.1.9. of Division B of the Code</p>	<p>Article 2.6.1.9 is replaced by the following article:</p> <p><b>2.6.1.9. Cooking equipment</b></p> <p>(1) Except for suites in a residential building, exhaust and fire protection systems shall be planned and installed in conformance with NFPA 96 “Standard for Ventilation Control and Fire Protection of Commercial Cooking Operations”.</p> <p>(2) Except as required in Sentences (3) to (5), the use, inspection and maintenance of cooking equipment exhaust and fire protection systems shall be in conformance with NFPA 96 “Standard for Ventilation Control and Fire Protection of Commercial Cooking Operations”.</p> <p>(3) Hoods, grease removal devices, fans, ducts, and other appurtenances shall be cleaned at frequent intervals to prevent surfaces from becoming heavily contaminated with grease or other residues (see Appendix A).</p> <p>(4) No solvents or flammable products may be used for the cleaning of exhaust systems.</p> <p>(5) As part of the fire safety plan, instructions for manually operating the fire protection systems shall be posted prominently in the kitchens.</p> <p>(6) Certified cooking equipment shall be installed and maintained in conformance with its certification.</p> <p>(7) Uncertified cooking equipment shall be installed and maintained so as not to create a fire hazard.</p> <p>(8) The requirements in Sentences (2) to (7) also apply to food trucks intended exclusively for street food when they are equipped with installations referred to in this article.</p>
<p>2.7.1.4. of Division B of the Code</p>	<p>Sentence (3) of article 2.7.1.4. is replaced by the following sentences:</p> <p>(3) The posted sign required under sentence (1) shall be made using the placard supplied by the authority having jurisdiction.</p> <p>(4) The maximum permitted occupant load shall not exceed that established by the authority having jurisdiction so as to avoid compromising public safety where the layout of a site creates a potentially hazardous condition;</p> <p>(5) Any person who allows, invites, permits or tolerates more occupants in a space than the maximum permissible occupant load, is guilty of an offence.</p> <p>(6) In the case of an incompatibility between this article and Article 2.7.1.3., the more restrictive maximum permissible occupant load applies.</p>



<p>2.7.3. of Division B of the Code</p>	<p>The title of subsection 2.7.3. is replaced by the following: <b>2.7.3. Lighting, emergency lighting and exit signs</b></p>
<p>2.8.2.1. of Division B of the Code</p>	<p>Article 2.8.2.1. is replaced by the following article: <b>2.8.2.1. Measures</b></p> <p>(1) In buildings or areas described in Article 2.8.1.1., a fire safety plan conforming to this Section shall be prepared and shall include:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) the emergency procedures to be used in case of fire, including: <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) sounding the fire alarm (see Appendix A);</li> <li>(ii) notifying the fire department;</li> <li>(iii) instructing occupants on procedures to be followed when the fire alarm sounds;</li> <li>(iv) evacuating occupants, including special provisions for persons requiring assistance (see Appendix A);</li> <li>(v) confining, controlling and extinguishing the fire;</li> </ul> </li> <li>(b) the appointment and preparation of designated supervisory staff to carry out fire safety duties;</li> <li>(c) the training of supervisory staff and other occupants in their responsibilities for fire safety;</li> <li>(d) documents, including diagrams, showing the type, location and operation of all the building fire emergency systems;</li> <li>(e) the holding of fire drills;</li> <li>(f) the control of fire hazards in the building;</li> <li>(g) the inspection and maintenance of building facilities provided for the safety of occupants.</li> </ul> <p>(See Appendix A.)</p> <p>(2) In the buildings described in Subsection 3.2.6. of the NBC and in buildings having an area greater than 10,000 m<sup>2</sup> or having a capacity greater than 500 occupants per floor, the drawings required under Clause (1) (d) shall:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) show a format of at most 279 mm in height by 432 mm in width;</li> <li>(b) include the date of creation and that of their update;</li> <li>(c) include: <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) the floor plan;</li> <li>(ii) the stock plan for the storeys;</li> <li>(iii) the plan for every storey that is not identical to the stock plan;</li> <li>(iv) the sectional plan of elevators with the identification of every sleeve, of the storeys serviced by the elevators, and of elevators destined for firefighter use;</li> <li>(v) the sectional plan for stairwells with the identification of each one, including access to the roof and the identification of doors to regain access to floor areas;</li> </ul> </li> </ul>



	<p>(vi) the sectional plan of standpipes, including faucets, valves, as well as the indication of the pressure available on every floor.</p> <p><b>(see amended Appendix A below)</b></p> <p>(3) The fire safety plan must be reviewed at intervals of at most 12 months in order to ensure that it accounts for changes made to the use of the building and other characteristics.</p> <p>(4) The fire safety plan must be update as needed and following every fire drill.</p>
2.8.2.2. of Division B of the Code	<p>Article 2.8.2.2. is amended by adding, after clause (1), the following words:</p> <p><b>(see amended Appendix A below)</b></p>
2.8.2.3. of Division B of the Code	<p>Article 2.8.2.3. is amended by adding, after sentence (1), the following sentences:</p> <p>(2) Whenever more than 300 people are assembled in a building within the scope of Group A, Division 1 assembly occupancies, instructions to occupants on the means of egress shall be provided prior to the beginning of every event or activity.</p> <p>(3) In assembly occupancies operating with reduced lighting, the normal lighting of the means of egress shall be restored upon sounding of the fire alarm.</p> <p>(4) In assembly occupancies operating with sound levels likely to exceed 87 dBA, sources of sound amplification shall be interrupted when the fire alarm sounds.</p>
2.8.2.7. of Division B of the Code	<p>Sentence (1) of article 2.8.2.7. is replaced by the following sentence:</p> <p><b>2.8.2.7. Signs</b></p> <p>(1) At least one copy of the fire emergency procedures shall be prominently posted, for the occupants of each floor area, and shall be provided with a plan accounting for the actual geographic or physical orientation of the building and showing the location of exits, safety facilities and telephone numbers to reach the fire department. <b>(see amended Appendix A below)</b></p>
2.9.3.3. of Division B of the Code	<p>Article 2.9.3.3. is replaced by the following article:</p> <p><b>2.9.3.3. Tents occupied by the public</b></p> <p>(1) Smoking, open flame devices and candles shall not be permitted in a tent or air-supported structure occupied by the public.</p>
2.9.3.7. of Division B of the Code.	<p>Article 2.9.3.7. is replaced by the following article:</p> <p><b>2.9.3.7. Cooking equipment and heat-generating or lighting appliances</b></p> <p>(1) The use of cooking equipment or a combustion appliance is prohibited in a tent or air-supported structure that is accessible to the public.</p> <p>(2) Cooking appliances with more than 2 baskets used to fry food that are used inside a tent or air-supported structure not open to the public shall be protected by a special fire suppression system in accordance with Article 2.1.3.5.</p>



	<p>(3) Cooking equipment and combustion devices used in a tent or air-supported structure not open to the public must be located at a distance of at least 600 mm from any combustible element.</p> <p>(4) Bulbs and projectors for any lighting apparatus for a tent or air-supported structure shall be placed at least 600 mm from any combustible substance.</p> <p>(5) Tents, awnings and temporary shelters containing a cooking appliance or any other particular hazard and used for public assemblies shall be set up at a distance of at least 3 m from one another and from any building.</p>
2.9.3.8. of Division B of the Code	<p>Article 2.9.3.8. is replaced by the following article:</p> <p><b>2.9.3.8. Interior enclosures</b></p> <p>(1) In a tent or air-supported structure, the enclosure used to divide the space shall not be installed less than 1 m from the ceiling. (See Appendix A)</p>
<b>Division B, Part 3</b>	
3.1.1.3. of Division B of the Code	<p>Article 3.1.1.3. is amended by adding, after sentence (1), the following sentences:</p> <p>(2) Consumer-use pyrotechnics displayed for sale or other purposes shall be kept:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) in a display that is closed when not in use and that is not accessible to the public;</li> <li>(b) sheltered from sunshine and other sources of high heat, namely by avoiding glass pane displays.</li> </ul> <p>(3) Signs in conformance with article 2.4.2.2. shall show that smoking near the pyrotechnic display is prohibited.</p>
3.2.2.3. of Division B of the Code	<p>Sentence (4) of article 3.2.2.3. is replaced by the following sentence:</p> <p>(4) In sprinklered buildings, the clearance between the top of storage and ceiling sprinkler deflectors shall conform to the standard used to design the sprinkler system, while being no less than 450 mm.</p>
3.2.7.8. of Division B of the Code	<p>Sentence (1) of article 3.2.7.8. is replaced by the following sentence:</p> <p>(1) Floors in areas where dangerous goods are stored shall be:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) constructed using impervious materials that do not absorb chemical products;</li> <li>(b) maintained as an impervious membrane.</li> </ul>
<b>Division B, Part 4</b>	
4.3.7.2. of Division B of the Code	<p>Article 4.3.7.2. is amended by adding, after sentence (4), the following sentence:</p> <p>(5) Where a secondary containment surrounds more than one storage tank, it must be provided with drainage channels or dikes in conformance with NFPA-30, "Flammable and Combustible Liquids Code" in order to avoid a liquid spill or leak endangering adjacent tanks.</p>



Subsection 4.11.2. of Division B of the Code	<p>Subsection 4.11.2 is amended by adding, after article 4.11.2.4., the following article:</p> <p><b>4.11.2.5. Prohibited use</b></p> <p>(1) A tank vehicle shall not be used as a storage tank.</p>
<b>Division B, Part 5</b>	
5.1.1.3. of Division B of the Code	<p>Sentence (1) of article 5.1.13. is replaced by the following sentence:</p> <p>(1) The handling and discharge of fireworks shall conform to RNcan 2010, “Display Fireworks Manual” and RNcan 2014, “Special Effect Pyrotechnics Manual (2014)” .</p>
5.4.5.2. of Division B of the Code	<p>Article 5.4.5.2. is amended by adding, after sentence (1), the following sentence:</p> <p>(2) Spray coating devices involving the use of flammable liquids shall not be used in basements.</p>
Subsection 5.4.5. of Division B of the Code	<p>Subsection 5.4.5. is amended by adding, after article 5.4.5.2., the following article:</p> <p><b>5.4.5.3. Use</b></p> <p>Spray coating devices whose ventilation system is not operational or is not in good condition shall not be used.</p>
5.6.1.2. of Division B of the Code	<p>Article 5.6.1.2. is amended by adding, after sentence (1), the following sentences:</p> <p>(2) On construction sites for wood-frame residential buildings of more than four storeys, the owner or his agent must, before commencing work, designate an architect or an engineer according to their area of expertise in order to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>c) develop a risk management and control program for the construction site in accordance with this section;</li> <li>d) ensure the follow-up of the program and the construction site supervision in accordance with the established program. <b>(see amended Appendix A below)</b></li> </ul> <p>(3) The risk management and control program must be available on site for consultation.</p>
<b>Division B, Part 6</b>	
6.3.1.1. of Division B of the Code	<p>Article 6.3.1.1. is amended by adding, after sentence (1), the following sentence:</p> <p>(2) The circuit breakers or fuses supplying power to the fire alarm system shall be clearly identified and their access shall be limited to authorized persons or shall otherwise be power-locked in power-supply mode.</p>
Subsection 6.4.1. of Division B of the Code	<p>Subsection 6.4.1. is amended by adding, after article 6.4.1.1., the following article:</p> <p><b>6.4.1.2. Monitoring</b></p>



	(1) The supply valves of water-based fire protection systems shall be constantly monitored in conformance with NFPA 13 “Standard for the Installation of Sprinkler Systems”.
APPENDIX A	AMENDMENT
Division B, Appendix A	
A-2.8.2.1. (2) (c) Appendix A of Division B of the Code	<p>Appendix A is amended by adding, after note A-2.8.2.1.(1)(a)(iv), the following note:</p> <p><b>A-2.8.2.1. (2)(c) Measures</b></p> <p>The floor plan referred to in subclause (i) shall include at least the following elements:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• building location and orientation, including distances from property boundaries;</li> <li>• the location of any other building on the parcel of land including distances related to property boundaries and those between buildings;</li> <li>• firefighters’ access ways;</li> <li>• obstacles to firefighting, such as fences, hedges, pools, and underground constructions;</li> <li>• the location of fire-department connections and fire hydrants;</li> <li>• gas inlets and Hydro Québec transformer vault.</li> </ul> <p>The stock plans referred to in subclauses (ii) and (iii) should include at least the following elements:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• building dimensions in millimetres;</li> <li>• elevators;</li> <li>• stairwells, including the identification of those providing access to the roof;</li> <li>• location of main valves for household water and sprinkler water, floor valves and gas inlets;</li> <li>• interior enclosures, hallways and door direction;</li> <li>• exterior walls, exterior siding and windows, including identification of opening windows;</li> <li>• mechanical rooms, such as electrical and telecommunication rooms, laundry chutes, garbage chutes, dumbwaiters;</li> <li>• hose cabinets with their class, conforming to NFPA-14, hose connections and fire-department connections;</li> <li>• emergency telephones for firefighter use;</li> <li>• mechanics floors;</li> <li>• fire alarm annunciator panel;</li> <li>• location of emergency generator and fuel tank;</li> <li>• location of hazardous materials.</li> </ul>
A-2.8.2.2. (1) Appendix A of Division B of the Code	<p>Appendix A is amended by adding, after note A-2.8.2.1. (2)(c), the following note:</p> <p><b>A-2.8.2.2 (1) Double signal alarm system</b></p> <p>When an alert signal is sounded, supervisory staff shall be able to quickly verify the origin, confirm the presence of a fire onset and operate the fire alarm system accordingly in order to apply the emergency procedures to be used in case of fire as described in Clause 2.8.2.1. (1)(a). In all cases, firefighters shall be called at the onset of the alert signal.</p>



<p>A-2.8.2.7. (1) Appendix A of Division B of the Code</p>	<p>Appendix A is amended by adding, after note A-2.8.2.2. (1), the following note:</p> <p><b>A-2.8.2.7. (1)</b> Safety equipment provided on the floor area of the building and which shall be shown on the posted plans namely include: manual fire alarm stations, portable extinguishers, hose cabinets, firefighters' water intakes, emergency telephones, gas distribution control valves and other equipment available on the floor to be used in case of an emergency.</p> <p>The posting of fire emergency procedures for occupants shall include at least the following instructions:</p> <table border="1" data-bbox="634 701 1446 1217"> <thead> <tr> <th data-bbox="634 701 1052 755">En cas d'incendie.</th> <th data-bbox="1052 701 1446 755">In case of fire.</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="634 755 1052 849">1. Actionnez l'avertisseur manuel d'incendie.</td> <td data-bbox="1052 755 1446 849">1. Pull the manual fire alarm station.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="634 849 1052 943">2. Quittez l'édifice par les escaliers.</td> <td data-bbox="1052 849 1446 943">2. Leave the building using stairways.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="634 943 1052 1037">3. Une fois à l'extérieur, éloignez-vous du bâtiment.</td> <td data-bbox="1052 943 1446 1037">3. Once outside, move away from the building.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="634 1037 1052 1131">4. Alertez le Service des incendies.</td> <td data-bbox="1052 1037 1446 1131">4. Call the Fire Department.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="634 1131 1052 1217">Pour urgence, faites le 9-1-1</td> <td data-bbox="1052 1131 1446 1217">For emergency, call 9-1-1</td> </tr> </tbody> </table> <p>Where a guard or private security service is provided in a building, the internal telephone number for this service may be provided along with the 9-1-1 mention.</p> <p>Where a telephone system requires a specific procedure or number to make an external call, that number shall be posted along with 9-1-1.</p>	En cas d'incendie.	In case of fire.	1. Actionnez l'avertisseur manuel d'incendie.	1. Pull the manual fire alarm station.	2. Quittez l'édifice par les escaliers.	2. Leave the building using stairways.	3. Une fois à l'extérieur, éloignez-vous du bâtiment.	3. Once outside, move away from the building.	4. Alertez le Service des incendies.	4. Call the Fire Department.	Pour urgence, faites le 9-1-1	For emergency, call 9-1-1
En cas d'incendie.	In case of fire.												
1. Actionnez l'avertisseur manuel d'incendie.	1. Pull the manual fire alarm station.												
2. Quittez l'édifice par les escaliers.	2. Leave the building using stairways.												
3. Une fois à l'extérieur, éloignez-vous du bâtiment.	3. Once outside, move away from the building.												
4. Alertez le Service des incendies.	4. Call the Fire Department.												
Pour urgence, faites le 9-1-1	For emergency, call 9-1-1												
<p>A-5.6.1.2. (2) Appendix A of Division B of the Code</p>	<p>Appendix A is amended by adding, after note A-5.6.1.2. (1), the following note:</p> <p><b>"A-5.6.1.2. (2)</b> The requirements concerning building safety and fire protection set out in the Code refer to requirements of entirely operational active and passive protection systems. Passive protection consists mainly of fire resistance concepts (compartments and structural capacity), while active protection consists of offering fire protection with the installation of an automatic fire detection or fire suppression system (such as sprinklers).</p> <p>However, during the construction of buildings, these active and passive protection measures are not necessarily in place or operational. Hence, a fire during the construction period may grow and spread much faster than in a building adequately compartmentalized with the use of separations as well as fire walls and operational sprinklers.</p> <p>As soon as the planning of the project begins, it is essential to consult fire protection services regarding by-laws that apply to the territory during the construction of such a building. Additional provisions, namely concerning the design of a fire safety plan, the number of portable fire extinguishers required on the construction site and the vehicle accesses, might be required. It is essential to consult fire protection services regarding by-laws that apply during the construction period. Additional provisions may be required.</p>												



	<p>In addition to the provisions in section 5.6, it is mandatory of have a risk management and control program for the site, which will be implemented by a construction manager well informed of the requirements of the fire department and the insurers. Such a program should namely address, but need not be limited to, the following aspects:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Hot plates;</li><li>• Prohibiting propane heating devices on construction sites, or their marking to ensure they don't represent a fire hazard;</li><li>• Construction site safety (security guard, security patrols, surveillance cameras, etc.);</li><li>• Hot work (welding, cutting, hot asphalt roofing, hot tar, etc.);</li><li>• Safe storage of combustible materials and fuels;</li><li>• Management of waste and refuse (daily pickup, no burning on site, etc.);</li><li>• Installation and inspection of electrical work.</li></ul> <p>Finally, the prefabrication of wall and floor assemblies should be preferred from the start of the project. The prefabrication of these elements considerably shortens construction time. Furthermore, when gypsum boards are installed in a factory, the likelihood of fire on the construction site is reduced.”</p>
--	--



**SCHEDULE B (article 6)**

“SCHEDULE 2

**Quebec Safety Code, Chapter VIII – Building, and National Fire Code of Canada 2010  
(amended), published by National Research Council Canada.”**